

L'incertitude dans la politique de gestion des acteurs impliqués dans un projet minier roumain « Rosia Montana Gold Corporation » (R.M.G.C.)

Sonia Hristescu, Ion Lucian Catrina***

Rosia Montana est située en Roumanie, plus précisément dans la région historique de la Transylvanie, dans le Massif montagneux Cărnăţ sur la Vallée Rouge (Valea Rosia) dont les eaux ont la couleur rougeâtre-jaunâtre en raison de la présence des oxydes de fer transportés par les eaux qui traversent la mine située dans la ville. Rosia Montana constitue l'une des plus anciennes exploitations des ressources souterraines de l'Europe. La preuve en est la découverte dans la région d'un système hydraulique en bois très ancien qui faisait remonter l'eau à la surface des mines de la Rosia Montana. Les spécialistes considèrent cette installation qui date depuis le II^e siècle après J.-C. parmi les découvertes les plus importantes des dernières soixante quinze années. En effet, il s'agit de tout un ensemble qui jadis avait fait partie des galeries romanes d'extraction de l'or. La suite de cette découverte a été la création d'un musée de minerais où l'on présente à la fois les installations et les manières d'extraction de l'or dès temps anciens.

Récemment, l'exploitation de l'or dans la région a suscité l'attention d'une compagnie canadienne Gabriel Ressources Ltd... Cette compagnie envisage d'entamer une activité d'extraction intensive de l'or dans cette région par le développement du projet de la Rosia Montana Gold Corporation S.A... Cette compagnie détient 80,00 % du projet, tandis qu'une autre compagnie roumaine, Minvest S.A. Deva, détient 19,31 % et le reste de 0,69 % appartient aux actionnaires en minorité. À partir de ces chiffres, on comprend que la compagnie canadienne Gabriel Ressources est le meneur de ce projet. En effet, il s'agit d'un projet immense, à ce que Gabriel Ressources Ltd. soutient, 26 fois plus grand que le projet Rio Narcea de l'Espagne et 10 fois plus grand que celui qui concerne l'exploitation minière Martha de la Nouvelle Zélande. Par ce projet, la Gabriel Ressources se propose de remplacer l'ancienne mine où la Minvest dérou-

* Faculté de Sociologie, Université de Bucarest, 128bis rue Agricultorilor, Bucarest, Roumanie

** Académie d'études économiques de Bucarest, Roumanie

lait déjà depuis quelque temps des actions d'extraction des minerais par une autre plus grande. Pour le développement de la mine, RMGC recherchera 600 millions USD auprès de créanciers internationaux. La production devrait durer 17 ans et atteindre un total de 10 millions d'onces d'or. En vue de soutenir la réalisation du projet R.M.G.C., la compagnie Gabriel Ressources Ltd., autant que les autorités roumaines ont apporté des arguments d'ordre économique et social: le développement de la région par la revitalisation de l'économie locale, les éventuels investissements dans la région en cause, les bénéfices financiers de haut niveau pour l'État roumain, les nouvelles offres de travail créées dans les conditions de l'augmentation de l'exploitation.

Les grandes lignes du projet RMGC

Par le projet de la Rosia Montana, la Gold Corporation se propose d'exploiter les minerais pour extraire de l'or et de l'argent. Cela suppose l'exploitation du minerai à la surface de la terre. En effet, il s'agit de 36 000 tonnes de minerais mises à la surface quotidiennement sur une durée temporelle de 16,4 ans, ce qui signifie une quantité totale de 13 millions tonnes par an. La quantité de cyanure utilisée par la Gold Corporation dans le procès technologique pour le traitement du minerai s'élève à 42 700 kg/jour, ce qui dépassera 250 000 tonnes pour toute la période. Les déchets qui résultent de l'exploitation et du procès technologique seront déposés dans un bassin qui s'étendra sur une surface de 200 ha et aura une hauteur de 180 mètres.

Les coordonnées principales du projet attestent la réalisation des bénéfices économiques importants grâce aux revenus directs et indirects. Le montant de ces bénéfices toucherait 1,1 milliards USD pendant les 17 ans, tandis que les coûts de capital s'élèveraient à 437 millions USD, somme d'argent qui est à chercher par la Gold Corporation sur le marché de capital canadien; Les bénéfices directs qui reviendraient à l'État roumain s'élèveraient à 583 millions USD qui reviendraient au budget local et central sans avoir fait des investissements gouvernementaux directs. Cela représenterait 52 % du profit brut du projet (1 121 Millions USD). Entre outre, le projet fait référence à la fois au programme de déplacement des gens qui habitent dans la zone d'exploitation prévue, à les aider financièrement et socialement, ainsi qu'aux recherches archéologiques préventives pour protéger et conserver les biens patrimoniaux de la région, à l'élimination des effets négatifs de l'ancienne et la future exploitation minière.

Mécontentements et accusations

Malgré la multitude d'avantages, surtout économiques, prévus par la Gabriel Ressources dans la présentation de la future exploitation, le projet

RMGC reste assez controversé. La majorité des accusations est dirigée vers les autorités roumaines dont le manque de transparence dans la prise des décisions a permis la minoration des risques de ce projet, et par conséquent l'obtention par la Gold Corporation de tous les avis nécessaires au déroulement de l'exploitation. Parmi ses autorisations, il y en a au moins quatre qui ont été obligatoirement obtenues par la RMGC pour le déroulement de l'exploitation : la licence de fonctionnement, l'avis concernant l'opportunité de l'investissement, l'autorisation d'environnement, l'autorisation archéologique.

Dans les lignes qui suivent nous avons en vue une présentation des facteurs d'ordre économique, environnemental, culturel, social et politique qui fonde la problématique du projet RMGC. Ce sont des facteurs à risque qui incitent à une réaction contre le projet RMGC de la part d'une multitude des acteurs roumains et étrangers concernés ou non directement par ce projet.

Facteurs d'ordre économique

Il est clair que l'initiation d'un tel projet est assez controversée en raison de l'existence des personnes qui en bénéficieront, et par contre, de l'existence d'autres, et leur nombre est plus grand que celui de la première catégorie, qui vont souffrir. Par conséquent, des répliques dures contre ce projet ont été dressées par une multitude des chercheurs de l'Académie Roumaine, tels Stefan Ragalie et Sabin Muscalu (2003) qui ont mené des recherches concernant surtout les retombées économiques de l'ouverture de l'exploitation minière et dont les résultats ont été envoyés au Parlement roumain, à l'Administration Présidentielle et au Premier Ministre. À leur côté s'ajoute le chercheur Gheorghe Manea qui a présenté avec Stefan Ragalie (2003) la situation dans un débat devant les autres chercheurs de l'Académie Roumaine. Les conclusions de tous les chercheurs de l'Académie Roumaine ont été très éloquentes : ils ont considéré comme inopportun et défavorable à l'économie roumaine la réalisation de l'investissement à Rosia Montana.

À côté des chercheurs de l'Académie Roumaine s'ajoutent plus de deux cent professeurs de l'Académie d'Études Économiques de Bucarest. Ceux-ci ont démonté tous les arguments d'ordre économiques soutenus par la Gabriel Ressources Ltd. dans la présentation du projet. Ces spécialistes des sciences économiques ont mis en évidence des risques qui n'ont pas été pris en compte par les autorités pour aviser le projet en question. Ces risques se réfèrent premièrement à l'incertitude liée à la présence des ressources minérales dans la région. La compagnie roumaine-canadienne a évalué les ressources à environ trois milliards de dollars – la plus grande exploitation des ressources d'or de l'Europe – mais l'Agence Roumaine des Ressources

n'a pas confirmé ces chiffres. On se demande pourquoi? Peut-on réellement parler de l'existence de ces gisements ou non? Deuxièmement, les experts de l'Académie d'Études Économiques mettent en doute la rentabilité du projet prenant en compte l'incertitude du prix de l'or sur les marchés internationaux. Ces deux risques majeurs auxquels s'ajoute le fait que les actions de la Gabriel Ressources Ltd. sont cotées à l'une des plus volatiles bourses du monde, celle canadienne, semblent avoir déterminé la décision même de la Banque Mondiale de n'accorder aucune aide à ce projet. Les mêmes experts critiquent la compagnie d'avoir désinformé les autorités et la population sur les coûts et les bénéfices réels du projet RMGC: l'investissement étranger direct est de 55 millions USD par rapport à 437 millions USD prévus par Gabriel Ressources Ltd... Le bénéfice direct pour la Roumanie est estimé à 263 millions USD par rapport à un bénéfice de 583 millions USD évalué par la compagnie. Le nombre des nouveaux employés touchera une moyenne de 216 pour les 17 ans d'existence de la mine par rapport à 560 escomptée par la compagnie. Le coût total d'environnement estimé par les économistes de l'Académie d'Études Économiques est de 600 millions USD par rapport à 65 millions USD estimé par Gabriel Ressources pour éliminer les dégâts environnementaux de l'exploitation souterraine. Si l'on prend en compte les analyses des académiciens et des économistes roumains qui ne font pas de partisanat écologiste ou d'autre nature, étant avisés par leur qualité de chercheurs de se prononcer au point de vue économique sur un projet d'une telle dimension, on peut conclure que les arguments économiques du projet de la Rosia Montana ne se justifient pas.

Facteurs d'ordre environnemental

Au coté environnemental, les organisations non-profit roumaines et à la fois internationales ont manifesté un intérêt élevé pour le projet. Ce sont ces organisations qui ont sollicité des analyses de la part des organisations et des personnes avisées pour leur fournir des expertises réelles. Ultérieurement, ayant comme support les résultats de ces expertises, les ONG ont construit leurs actions pour arrêter le projet RMGC. Les activités pour la protection de l'environnement de la part de ces organismes sont dues au fait qu'en Roumanie les autorités manifestent encore un intérêt assez bas pour ce chapitre, la majorité des actions entreprises jusqu'à présent étant déterminée par l'intégration de la Roumanie dans les structures européennes et les demandes de la part de la Commission Européenne. Ainsi, la société civile de Roumanie a promptement réagi au projet de la Gold Corporation, en critiquant la manière dans laquelle la compagnie a désinformé la population à l'égard de la minoration des risques environnementaux pour une exploitation minière d'une telle dimension. L'une des plus actives organisations est représentée par une ONG: Alburnus Maior, l'un des plus forts adversaires du projet minier: en fait, il

s'agit d'une association de résidents qui mène la campagne locale contre la mine. Le 5 janvier 2005, cette ONG a lancé un signal d'appel à l'Agence de la Protection de l'Environnement des départements d'Alba et de Sibiu, mais à la fois au Ministère Roumain de la Protection de l'Environnement et des Eaux. Il s'agit d'une contestation lancée contre l'obtention de l'avis sur l'environnement de la compagnie Rosia Montana Gold Corporation qui avait déposé en décembre 2004 un mémoire de présentation du projet de la mine d'exploitation de l'or auprès de l'Agence de la Protection de l'Environnement du département d'Alba. On y ajoute à la fois le fait que l'État n'a pas pris en compte une étude de faisabilité environnementale du projet et surtout les conséquences sur la population qui sera obligée de changer de logement pour toujours, à cause de l'activité nuisible des produits qui seront utilisés pour extraire l'or à Rosia Montana. Les effets de l'exploitation au cyanure sur l'environnement ont été sous-évalués et on n'a pas fait une étude d'impact à long terme qui explique les effets de la mine sur la faune et la flore de la région. On sait que pour l'exploitation de l'or on utilise l'une des plus périlleuses substances chimiques – le cyanure de sodium – une totalité de 250 000 tonnes de cyanure pour réaliser ce projet. Même si les autorités connaissaient ces chiffres et que pour l'exploitation de l'or on ait pu utiliser d'autres méthodes pas tellement nuisibles à l'environnement, on a donné libre voie à l'usage de ces cyanures. En plus, les importantes quantités de stérile (à titre informatif, il s'agit annuellement d'environ 13 millions de tonnes sur une durée de 16,4 ans) auront de tels effets que la région Rosia Montana perdra définitivement sa qualité de région peuplée. Par conséquent, le cyanure et le stérile sont visiblement nuisibles à la biodiversité. En plus, ces quantités de stérile, ramassées dans un grand bassin, pourraient contaminer l'eau phréatique de la Rosia Montana et des villes voisines. Ce bassin aura une hauteur de 180 mètres ce qui contrevient à la Convention Européenne concernant le paysage ratifiée par la Roumanie par la loi 451/2002 et aux Directives de l'Union Européenne 85/337/CEE, 2001/42/CEE, 80/68/CEE, 94/43/CEE. À l'usage des cyanures dans des régions peuplées, s'ajoutent les risques élevés d'accidents. Dans la majorité des cas lorsque l'on a utilisé ces procédées, il y a eu lieu des accidents. Un éventuel accident à l'endroit du déversement des cyanures pourrait contaminer l'eau potable, ainsi que la faune des rivières Aries, Mures, Tisa et Danube. En plus, les risques de ce type ne sont pas assurés par les sociétés d'assurances, car toutes les sociétés d'assurance ont refusé d'assurer ce risque.

Ce sont autant des raisons pour mettre en doute la réalisation de ce projet, étant donné que les autorités roumaines avaient à leur portée de divers moyens par lesquels on aurait pu arrêter le projet: soit en retirant l'avis d'environnement, soit en annulant la licence de fonctionnement de la

R.M.G.C... Ainsi, il est clair qu'à la base de ces analyses sur l'environnement pour le projet R.M.G.C. se trouvent des intérêts économiques trop forts pour être entièrement faits connus à la société. La minoration des informations environnementales de la part de certains acteurs y impliqués a rendu un service aux intérêts personnels.

Facteurs d'ordre socioculturel

Parmi les arguments les plus forts qui ont poussé les gens à réagir, notons les facteurs d'ordre culturel, tel : l'historicité de la région dont les racines très anciennes remontent loin dans le passé, à savoir dans l'Antiquité. De l'ancienneté de la région témoignent les tables cirées qui attestent Rosia Montana historiquement sur son ancien nom, Alburnus Maior, depuis l'an 131 après J.-C., dès le temps des Romains. On y ajoute les sites archéologiques qui viennent comme un complément de témoignage. Faire une exploitation minière dans la région Rosia Montana signifie détruire les sites archéologiques qui font partie surtout du patrimoine des Roumains, mais à la fois de la latinité. C'est la raison principale pour laquelle la société civile organisée depuis peu de temps dans une organisation appelée « Salvati Rosia Montana », dont les bases ont été mises par Alburnus Maior, réalise pour la deuxième fois cette année, du 26 au 28 août 2005, FanFest (Festival du foin) de Roumanie. C'est une manifestation dirigée contre la Gold Corporation, se déroulant sur le plateau montagneux qui surplombe la localité Rosia Montana : « FanFest a pris naissance l'année passée sous la forme d'un concert de proteste contre l'exploitation aux cyanures. Cette année, pour la deuxième édition, on maintient le proteste. À part la contestation des actions minières dans la région, FanFest reste une célébration de la vie et de la continuation de la vie à Rosia Montana », déclare Eugen David, le président de l'Association « Salvati Rosia Montana » sur le site de présentation de cette manifestation du foin. Selon le même site de la FanFest qui se déroule à Rosia Montana, le paysage naturel est spécial, et la nature et les gens y sont accueillants. Mais non seulement le paysage unique ou l'historicité font la réputation de la ville. Si l'on y ajoute la diversité culturelle de l'endroit, à savoir plusieurs cultes pratiqués à présent, ainsi que le patrimoine culturel des coutumes y préservés, ce sont autant des raisons pour demander aux autorités d'arrêter le projet RMGC. Démarrer l'exploitation des gisements d'or dans l'ouest du pays par la Rosia Montana Gold Corporation signifie devoir déplacer les églises et le cimetière communal. Voilà une autre raison à déterminer la société civile à côté des spécialistes à demander aux exploitants d'abandonner le projet.

En effet, il s'agit d'une réalité mise en évidence même par les fors étrangers. Parmi eux, le Réseau Chrétien Européen pour la Protection de l'Environnement dont l'Assemblée générale réunie en Grèce le 7-11 mai

2003 dans la ville de Volos considérait à cette date que le réalisation du projet RMGC produira des dégâts à long terme pour la région, étant hors des principes du développement durable. Selon le projet, les communautés des villes Rosia Montana et Corna devraient être déplacées ailleurs. Mais ce déplacement des maisons implique à la fois le déplacement des églises et des cimetières ce qui ne s'attache pas nécessairement à un développement cohérent de la nouvelle communauté. En plus, ce déplacement pourrait mener à la décomposition des communautés traditionnelles et à la fois des quatre cultes de Rosia Montana: Orthodoxe, Romano-Catholique, Calviniste et Unitarien. Une conclusion pareille est tirée par Stefan Ragalie et Ionel Haiduc (2003): « l'exploitation du gisement à Rosia Montana n'est pas bénéfique pour l'État roumain, n'assurant pas un développement durable de la région, détruisant le milieu naturel, deux villes, sept églises et un important patrimoine culturel ».

Facteurs d'ordre politique

Quant aux facteurs d'ordre politique qui ont mis les relations entre la Roumanie et le pays voisin, l'Hongrie, dans une mauvaise lumière, en réalité, ils sont liés à la question environnementale. Plus concrètement, il existe une dispute avec l'Hongrie concernant la construction d'un étang qui servirait de réservoir pour ramasser l'eau contaminée par le cyanure utilisé dans le procès technologique pour extraire l'or pur du minerai. La controverse avec l'État voisin est, d'ailleurs, plus ancienne, car en 2000, un réservoir similaire situé à Baia Mare, dans le Nord du pays, avait rompu ses digues lors d'inondations et avait contaminé en aval la rivière Tisza en Hongrie. C'est vrai que les dirigeants du projet RMGC annoncent l'utilisation des procédés techniques moins dangereux qu'à Baia Mare, mais cela n'annule pas la possibilité d'un nouveau désastre écologique par une pollution massive des eaux. D'autre part, les rivières Tisza et Murefl, qui coulent près de Rosia Montana, descendent du territoire roumain pour devenir des affluents importants du Danube. Certes, les risques environnementaux inquiètent réellement. En 2003, une commission Phare organisée par le Ministère Roumain de l'Environnement a constaté que les effets du projet RMGC seront transfrontaliers ce qui suppose une implication des pays avoisinants à la Roumanie qui peuvent contester un non le projet.

Au-delà de certains aspects de politique externe, nous retenons plusieurs aspects de politique interne. Dès le début des discussions pour démarrer le projet RMGC, beaucoup de méfiances ont plané sur les autorités roumaines. Celles-ci ont été accusées de corruption de plusieurs point de vue: premièrement, parce que plusieurs directeurs de la Gabriel Ressources avaient des liaisons personnelles assez fortes avec des personnes de la classe politique roumaine; certains de ce directeurs étaient

enquêtés par OLAF, l'Office européen de Lutte Anti-Fraude. Deuxièmement, malgré l'historicité prouvée de la région, le Ministère Roumain de la Culture et des Cultes a accordé l'avis archéologique pour démarrer les travaux d'exploitation. Dans ce même contexte, il mérite d'être mentionnée l'indécision du Premier Ministre Adrian Nastase qui au niveau des déclarations s'est toujours prononcé contre le projet RMGC; mais, toutefois, le projet a continué son déroulement dans un contexte dominé par l'incertitude. Ainsi, le projet de la RMGC semble être un projet contesté par tout le monde, mais qui continue à se dérouler.

En outre, les opinions des tous les spécialistes émergent dans une voix commune: la décision concernant la continuation ou le renoncement au projet RM aurait du avoir une plus large soutenance de la part des citoyens et de la société civile - le citoyen aurait du participer à la décision concernant la mine dont l'activité induit généralement la prise des risques collectifs majeurs. À part le citoyen, l'important est le raisonnement relevant de la science. Par conséquent, l'autorisation du projet aurait du tenir compte des avis des experts.

Dans cette analyse nous pouvons conclure sur les risques principaux du projet RMGC: l'incertitude de l'objet principal du projet, c'est-à-dire la présence du gisement qui justifie économiquement l'exploitation minière; le risque de démarrer un tel projet à cause des ingénieries financières des compagnies ayant le siège dans des oasis fiscales – la Gabriel Ressources est contrôlée par d'autres compagnies off-shore ayant le siège en Barbados ou Jersey; le risque que les décisions des autorités aient été viciées par des informations découlant des études subjectives – la plupart des études archéologiques réalisées dans la région sur quatre ans: 2000-2004, ont été sponsorisées par la Gabriel Ressources; après la réalisation de ces études, la compagnie canadienne a obtenu les avis de décharge archéologique. Cela nous détermine à nous demander sur la véracité de ces recherches archéologiques selon lesquelles les autorités ont établi dans quelle région les exploitations souterraines peuvent être faites; l'incertitude de la gestion des effets négatifs environnementaux – en analysent le projet RMGC, nous avons constaté que la compagnie privée Gabriel Ressources a réussi à échapper à la responsabilité environnementale, en la transférant sur l'État roumain; l'incertitude liée à la gestion d'une éventuelle crise environnementale donnée par l'immensité du projet.

Les autorités roumaines ont ignoré les éventuels dommages ex-post au seul profit du principe idéologique du développement industriel. Le développement de la région, l'un des arguments les plus fréquemment invoqués surtout par la Gabriel Ressources, pourrait être réalisé par l'exploitation des ressources renouvelables, tel le tourisme culturel. Rosia Montana offre tous les éléments nécessaires au développement du tourisme culturel. Ayant en

vue seulement le gain, les autorités roumaines n'ont pas pris en compte la gravité et l'irréversibilité des conséquences socioculturelles de l'exploitation et n'ont pas anticipé sur les risques élevés pour la santé des gens y travaillant ou résidant dans la proximité de la mine et le milieu naturel.

Après avoir fait cette analyse, on comprend que de tels risques sont engendrés par la volonté, l'action, l'intérêt de l'autorité politique, car les agents économiques auront toujours comme but unique la réalisation du profit à tout prix, même si cela signifie la minorisation des effets négatifs de leurs éventuelles actions. Pour gérer une telle situation à risques évidents, il reste que l'autorité administrative fasse usage de son pouvoir juridique pour retirer une des autorisations obtenues par la Gold Corporation, ce qui entraînera certainement l'arrêt temporaire de l'exploitation et, par conséquent, une révision de toutes les autres autorisations délivrées par les autorités concernées.

Bibliographie

Albumus Maior sur le site de présentation : <http://www.rosiamontana.org/indexro.htm>
CHAMBERS, David M., 2002. *Commentaires techniques sur l'étude de faisabilité et sur la description du projet de la Rosia Montana*. Centre pour la Science dans le domaine de Participation Publique, www.csp2.org

Convention on environmental impact assessment in a transboundary context, 1991

FanFest sur le site : <http://www.rosiamontana.ro/fanfest/ro/prezentare.shtml>

HAIIDUC, Ionel; RAGALIE, Stefan, 2004. Risques et alternatives de développement dans la région Rosia Montana. In *Academica*, no. 26, mai 2004, Bucarest

KUIPERS, J.-R., 2003. *A Financial Evaluation of the Rosia Montana Project*. Center for Science in Public Participation, www.csp2.org

Les recommandations de l'Académie Roumaine concernant le développement du projet minier Rosia Montana disponibles sur le site : <http://www.acad.ro>

MANEA, Gheorghe, RAGALIE, Stefan, 29 mai 2003. *Les retombées économiques concernant l'opportunité de l'investissement à Rosia Montana*. Bucarest, Académie Roumaine

RAGALIE, Stefan, 2003. *Présent et perspectives de développement durable de la région Rosia Montana*. Bucarest, Académie Roumaine, Centre de documentation économique, Coll. la Bibliothèque économique, vol. 11-12

RAGALIE, Stefan, MUSCALU, Sabin, 28 mai 2003. *Des aspects concernant l'efficacité économique du projet Rosia Montana*. Bucarest, Académie Roumaine

Recommendations of the European Christian Environmental network in the case of Rosia Montana disponibles sur le site :

<http://www.rosiamontana.org/documents/english/volosrecomm.htm>

Roflia Montana Project Description, 30 septembre 2002

Point de vue de l'Académie roumaine concernant le projet minier Rosia Montana sur le site : http://www.acad.ro/com2003/pag_com03_0304_3.htm